



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9532^e séance

Vendredi 12 janvier 2024, à 17 h 35

New York

Provisoire

Président : M. de Rivière (France)

Membres :

Algérie	M. Bendjama
Chine	M. Zhang Jun
Équateur	M. Montalvo Sosa
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Thomas-Greenfield
Fédération de Russie	M. Nebenzia
Guyana	M ^{me} Rodrigues-Birkett
Japon	M. Yamazaki
Malte	M ^{me} Frazier
Mozambique	M. Fernandes
République de Corée	M. Hwang
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward
Sierra Leone	M. Kanu
Slovénie	M. Žbogar
Suisse	M. Hauri

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 17 h 35.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Le Président : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Khaled Khiari, Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et au Département des opérations de paix, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Khiari.

M. Khiari (*parle en anglais*) : Le 11 janvier, les forces militaires des États-Unis et du Royaume-Uni, appuyées par quatre pays, auraient effectué plus de 50 frappes aériennes et tirs de missiles sur des cibles à travers le Yémen, notamment à Sanaa, Taëz, Hodeïda, Hajja, Saada, Dhamar et Ibb. Selon les houthistes, ces attaques ont fait cinq morts et six blessés parmi les combattants. Pour l'instant, l'ONU n'est pas en mesure de vérifier ces chiffres de manière indépendante. En date de cet après-midi, il semble qu'aucun membre du personnel et aucun des locaux de l'ONU n'ait été touché.

Les frappes d'hier font suite aux attaques constantes des houthistes contre les navires en mer Rouge, y compris ce qui a été décrit comme la « plus vaste attaque menée à ce jour », le 9 janvier, qui a impliqué une combinaison de drones et de missiles interceptés par les forces navales des États-Unis et du Royaume-Uni. Après l'adoption de la résolution 2722 (2024), le 10 janvier, les houthistes auraient lancé une autre attaque à l'aide d'un missile balistique antinavire, le 11 janvier. La première attaque mentionnée a été revendiquée par les houthistes comme les « premières représailles » à l'assassinat de leurs combattants par les forces navales des États-Unis lors d'une attaque signalée le 31 décembre.

Nous sommes témoins d'un cycle de violence qui risque d'avoir de graves répercussions politiques, sécuritaires, économiques et humanitaires au Yémen et dans la région. Les récents progrès humanitaires observés dans le pays sont fragiles et peuvent facilement être annulés en cas de nouvelles attaques, tandis que les progrès réalisés en vue d'un règlement politique pour mettre fin à la guerre au Yémen pourraient eux aussi être compromis, exposant la population yéménite aux conséquences d'un conflit qui perdure.

L'évolution de la situation en mer Rouge et le risque d'exacerbation des tensions régionales sont alarmants. L'attaque des houthistes après l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité et les événements d'hier montrent une fois de plus que la région est sur une trajectoire d'escalade dangereuse qui peut avoir des répercussions sur des millions de personnes au Yémen, dans la région et dans le monde.

Dans une déclaration publiée aujourd'hui, le Secrétaire général a appelé toutes les parties concernées à ne pas aggraver la situation, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité en mer Rouge et dans l'ensemble de la région. Toutes les parties concernées doivent faire tout leur possible pour éviter une nouvelle escalade, apaiser les tensions et faire preuve de retenue.

De plus, nous réaffirmons qu'il importe de garantir la sûreté et la sécurité de la navigation maritime dans la région, comme il est souligné dans la résolution 2722 (2024). À cet égard, nous demandons la libération immédiate du navire marchand *Galaxy Leader*, qui a été saisi par les houthistes le 19 novembre, ainsi que de son équipage.

Nous demandons au Conseil de poursuivre ses efforts en travaillant activement avec toutes les parties concernées, pour éviter qu'une nouvelle escalade n'exacerbe les tensions régionales ni ne porte atteinte à la paix et à la sécurité régionales ou au commerce international.

Le Président : Je remercie M. Khiari pour son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Khiari de son exposé. Pour être honnête, compte tenu de l'agression armée flagrante contre un pays souverain, nous aurions souhaité que ce soit le Secrétaire général qui intervienne aujourd'hui.

La tâche principale de l'ONU, telle qu'elle est inscrite dans la Charte des Nations Unies, est de prévenir les menaces contre la paix et de réprimer les actes d'agression ou autres violations de la paix conformément aux principes du droit international. Force est malheureusement de constater que nous avons été confrontés hier à une telle situation, à savoir l'agression armée d'un groupe de pays contre un autre État. Le 11 janvier, la prétendue « coalition internationale », dirigée par les États-Unis et la Grande-Bretagne et composée de l'Australie, du Canada, de Bahreïn et du Royaume des Pays-Bas, lequel s'autoproclame capitale de la justice mondiale, a lancé une attaque massive sur le territoire du Yémen. Je ne parle pas d'une attaque contre un groupe à l'intérieur du pays, mais d'une attaque contre la population du pays dans son ensemble.

Des avions, des navires de guerre et des sous-marins ont été utilisés. Selon certaines informations, des navires de la marine des États-Unis auraient également lancé des missiles Tomahawk. Ces tirs ont touché le port yéménite de Hodeïda, les villes de Sanaa, Saada, Zebid, Taëz et Dhamar. Les Américains et leurs partenaires ont bombardé des aéroports et d'autres infrastructures. À l'emplacement des cratères, les explosions ont provoqué des incendies.

Malheureusement, ce dont nous sommes témoins au Yémen nous semble douloureusement familier. Nous voyons le même tableau de destruction depuis trois mois déjà dans la bande de Gaza. Aujourd'hui, le Yémen, qui souffre depuis longtemps, est une fois de plus un foyer d'hostilités dans la région. La guerre se propage à la mer Noire et au golfe d'Aden. À l'évidence, Washington ne va pas s'arrêter là. La Maison Blanche a indiqué qu'elle se réservait le droit de reprendre l'action militaire si elle voyait de nouvelles menaces. Il n'y a pas besoin d'être un spécialiste pour comprendre que les États-Unis détermineront selon leur bon vouloir ce qui constituera une « menace » et les mesures qu'ils prendront pour y répondre, sans le moindre égard pour le droit international.

Contrairement à ce que prétendent nos collègues occidentaux, les frappes massives des États-Unis et du Royaume-Uni contre le territoire yéménite n'ont rien à voir avec le droit de légitime défense aux termes de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. L'Article 51 ne s'applique pas au cas des navires de commerce. Le droit de légitime défense ne peut pas être invoqué pour garantir la liberté de navigation, et nos collègues américains le savent pertinemment. Par ailleurs, le Conseil de sécurité n'a nullement autorisé l'emploi de la force en vertu du Chapitre VII de la Charte.

La situation est on ne peut plus claire. Les actions de la soi-disant coalition enfreignent de façon flagrante l'Article 2 de la Charte. Il s'agit d'une nouvelle agression militaire de la part de l'Occident collectif, qui s'ajoute à la longue liste de ses « raids » contre le Moyen-Orient, qui souffre depuis longtemps. Toutes les justifications pseudo-juridiques de la Maison Blanche ne résistent pas à la moindre critique. Je me permets de rappeler aux membres que la liberté de navigation est régie par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. En cas de violation, la Convention prévoit la possibilité de négocier avec le contrevenant et de déposer une demande d'arbitrage devant le Tribunal international du droit de la mer. Rien dans ce document, pas davantage que dans le droit international maritime coutumier, ne donne à qui que ce soit le droit d'attaquer un pays souverain. Il est également frappant que, tout en essayant de trouver une sorte de justification, Washington se mélange dans ses preuves. Il suffit de citer la référence à la piraterie, absolument ridicule

du point de vue juridique, dans la déclaration du Président des États-Unis. C'est clair pour quiconque a lu au moins une fois la définition de la piraterie à l'article 101 de la Convention. Mais même si nous parlions de pirates, la Convention prévoit la possibilité d'immobiliser le bateau pirate et de juger son équipage, au lieu de bombarder un pays de plus au point de le ramener à l'âge de pierre.

La Russie a de nombreuses fois tiré la sonnette d'alarme à propos des risques d'une telle évolution. Nous ne cessons d'appeler à un cessez-le-feu à Gaza, y compris pour éviter une nouvelle escalade régionale et l'implication des pays voisins, même indirectement, dans le conflit palestinien-israélien, avec en toile de fond une opération militaire israélienne plus impitoyable que jamais dans l'enclave. Cependant, toutes les tentatives du Conseil de sécurité d'adopter une décision exigeant la fin de la violence sont neutralisées par les États-Unis. Au lieu de remédier aux causes profondes de l'instabilité en mettant l'accent sur des solutions politiques, l'Occident préfère encore et toujours employer la force. Plutôt que d'obliger Israël à cesser le feu à Gaza, il lui fournit des occasions de poursuivre l'extermination des femmes et des enfants de Palestine.

Lors du vote sur la résolution 2722 (2024), prétendument relative à la sécurité de la navigation en mer Rouge, et coparrainée par le Japon et les États-Unis, nous avons averti que nous ne pouvions pas nous fier aux assurances des délégations occidentales concernant leurs prétendues bonnes intentions. Dès le début, elles ont tenté de donner une interprétation perversive des termes imprécis de ce document incohérent afin de donner à leurs agissements criminels un semblant de licéité. Conscients des risques, nous avons proposé des amendements pour équilibrer le texte et éviter ainsi pareil scénario. Hélas, la majorité des membres du Conseil n'ont pas eu la force de soutenir notre proposition. Quoi qu'il en soit, même sous sa forme actuelle, la résolution 2722 (2024) ne fait pas la moindre référence au Chapitre VII de la Charte et n'autorise en aucune manière les actes arbitraires scandaleux que les États-Unis et leurs satellites perpètrent au Yémen et qui pourraient aboutir à une guerre pure et simple non seulement dans ce pays, mais plus largement dans toute la région.

Les États-Unis et leurs alliés ont une longue tradition de violations flagrantes et d'interprétations fautives du droit international. Dans l'espoir de camoufler leur agression contre la Syrie, les Américains ont inventé à l'époque une notion absurde censée justifier l'invocation d'une légitime défense collective avec une entité non étatique, les Kurdes syriens, contre l'armée syrienne, sur le territoire syrien. Naturellement, cette notion n'avait rien à voir avec le droit international ou la Charte des Nations Unies. Au regard du droit international, les actions des États-Unis

contre la Syrie ont constitué et demeurent un recours à la force en violation de la Charte, en l'occurrence une agression et une occupation militaires. De façon similaire et en vertu d'une interprétation manifestement erronée des dispositions des résolutions du Conseil, la coalition de l'OTAN a détruit l'État libyen en 2011.

Récemment, les Français se sont distingués en qualifiant cyniquement de « légitime défense » un crime de guerre évident de la junte de Kiev, à savoir la frappe, au moyen d'armes à sous-munitions, d'une patinoire pour enfants et d'un marché de Noël à Belgorod. Il n'y avait aucune installation militaire à proximité, et le moment et l'endroit de la frappe, de même que l'emploi d'armes à sous-munitions, avaient été choisis délibérément pour faire le plus grand nombre possible de victimes civiles, y compris des femmes et des enfants. Les États-Unis et leurs courtisans n'ont par ailleurs cessé de qualifier de légitime défense le massacre qu'Israël continue de perpétrer à Gaza, en dépit du fait que la Cour internationale de Justice a expressément exclu, dans son avis consultatif de 2004 (voir A/ES-10/273), la possibilité pour Israël d'invoquer l'Article 51 eu égard à ses actions dans les territoires palestiniens occupés, compte tenu des particularités du statut de ces territoires. Apparemment, lorsqu'il s'agit des aspirations hégémoniques de Washington, ni le droit international ni la Cour internationale de Justice n'ont le moindre poids pour les Américains et leurs alliés. Tel est l'ordre mondial fondé sur des règles promu par les États-Unis d'Amérique et les autres pays occidentaux.

La situation au Moyen-Orient devient critique. Je ne parle même pas du fait que, par ses agissements, l'Occident ruine les résultats d'années d'efforts de l'ONU et des médiateurs régionaux pour régler le conflit yéménite. Le problème est bien plus large. Ces mesures irresponsables et à courte vue déstabilisent les conditions de sécurité et sapent la normalisation qui commence à se faire jour dans la région. Si l'escalade se poursuit, tout le Moyen-Orient pourrait être confronté à une catastrophe surpassant tout ce qui s'est produit jusqu'à présent. Les vies perdues et les destins détruits seront incommensurables. La faute en reviendra entièrement aux États-Unis et à leurs complices qui, au nom de leurs intérêts géopolitiques particuliers, non seulement persistent à empêcher la communauté internationale d'exiger un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, mais sont aussi une fois encore devenus eux-mêmes les agresseurs. Nous appelons la communauté internationale à condamner résolument l'attaque perpétrée contre le Yémen par un groupe d'États emmenés par les États-Unis, sans mandat de l'ONU. Nous partageons les inquiétudes exprimées par nos partenaires régionaux à cet égard et demandons une intensification des

efforts internationaux en vue de prévenir une nouvelle escalade de la violence au Moyen-Orient.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé.

Le Royaume-Uni et le Conseil de sécurité n'ont cessé de condamner dans les termes les plus forts les attaques illégales et injustifiées commises par les militants houthistes en mer Rouge. Le 9 février, les houthistes s'en sont pris à des navires des marines britannique et américaine. La nuit dernière, en état de légitime défense, nous avons pris des mesures limitées, nécessaires et proportionnées, en coopération avec les États-Unis et avec le soutien non opérationnel des Pays-Bas, du Canada, de Bahreïn et de l'Australie. La Royal Air Force britannique a procédé à des frappes ciblées contre des installations militaires utilisées par les rebelles houthistes au Yémen. L'opération a été menée en ayant particulièrement soin de réduire autant que possible les risques encourus par les civils.

Depuis novembre, les houthistes ont lancé plus d'une centaine d'attaques de drone et de missile contre des navires de différents pays, mettant la vie d'innocents en danger, menaçant l'économie mondiale et déstabilisant la région. Cela continue alors même que le Conseil, dans sa résolution 2722 (2024) adoptée cette semaine, a demandé instamment aux houthistes de cesser immédiatement toutes les attaques de ce genre.

Soyons clairs : les attaques des houthistes contre les navires en mer Rouge doivent cesser. Nous l'avons fait clairement savoir aux houthistes, et nous les appelons à désamorcer la situation. Le Royaume-Uni est déterminé à continuer à travailler avec la communauté internationale et le Conseil pour lutter contre cette menace internationale. Nous avons publié un résumé de notre position juridique sur les frappes menées la nuit dernière et nous les avons portées à la connaissance du Conseil par écrit, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

Nous restons déterminés à assurer la liberté de navigation, qui est protégée par le droit international, et à défendre le commerce international. Il est dans notre intérêt à tous de travailler ensemble pour désamorcer les tensions dans la région.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé.

Comme les membres l'ont entendu, la nuit dernière, en réponse aux attaques incessantes et croissantes des houthistes en mer Rouge, les États-Unis et le Royaume-Uni,

avec l'appui de l'Australie, de Bahreïn, du Canada et des Pays-Bas, ont mené des frappes conjointes contre des cibles houthistes au Yémen. L'objectif de ces frappes était de perturber et d'affaiblir la capacité des houthistes à poursuivre leurs attaques irresponsables contre les navires et la navigation commerciale en mer Rouge et dans le golfe d'Aden. Les frappes étaient nécessaires et proportionnées, comme vient de le dire mon collègue britannique. Elles étaient conformes au droit international et s'inscrivaient dans l'exercice par les États-Unis du droit naturel de légitime défense visé à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Elles n'ont été menées qu'après que les options non militaires se sont révélées incapables à parer à la menace.

Néanmoins, toute frappe de cette nature est une décision que les États-Unis ne prennent pas à la légère. Je voudrais donc expliquer comment nous en sommes arrivés là et évoquer les mesures que nous devons tous prendre à l'avenir pour désamorcer la situation tout en préservant les droits et libertés de navigation. En effet, même si cette réponse coordonnée fait suite aux attaques les plus importantes, les plus complexes et les plus récentes menées par les houthistes cette semaine, le fait est que leurs attaques opportunistes contre les navires se sont multipliées depuis novembre 2023.

Personne dans cette salle n'est à l'abri des conséquences de ces attaques, pas même la Russie. Qu'un navire batte pavillon américain ou celui d'une autre nation, et que les membres aient voté pour la résolution adoptée cette semaine (résolution 2722 (2023)) ou qu'ils se soient abstenus dans le vote, tant que l'un de nos navires est vulnérable, tous nos navires sont vulnérables.

Depuis novembre 2023, 2 000 navires ont été contraints de parcourir des milliers de kilomètres pour éviter de passer par la mer Rouge. Plus de 50 pays ont été touchés par les 27 attaques perpétrées par les houthistes contre la navigation commerciale internationale. Les milices houthistes ont menacé ou pris en otage des marins de plus de 20 pays, y compris l'équipage du *MV Galaxy Leader*, un navire battant pavillon des Bahamas et exploité par le Japon. Le 19 novembre 2023, les forces houthistes ont détourné le navire et enlevé un équipage multinational composé de citoyens bulgares, mexicains, roumains, ukrainiens et philippins. Malgré les appels du Conseil à la libération du navire et de son équipage, les houthistes les retiennent toujours en otage à ce jour. Peu de temps après, alors que le Conseil venait de condamner ces attaques, un navire battant pavillon norvégien a été touché par ce qui semble être un missile antinavire lancé depuis une zone du Yémen contrôlée par les houthistes. Quelques jours plus tard, les forces houthistes ont tenté de monter à bord d'un navire battant pavillon des Îles Marshall, tandis que

deux missiles ont à nouveau été lancés depuis des zones du Yémen contrôlées par les houthistes.

C'est pourquoi, le 18 décembre 2023, les États-Unis ont lancé l'opération Prosperity Guardian, une coalition défensive composée de 22 pays pour contrecarrer les menaces houthistes en mer Rouge. Le 19 décembre 2023, un mois après que les houthistes eurent pris le *MV Galaxy Leader* et son équipage en otage, 44 pays ont condamné l'obstruction des droits et libertés de navigation en mer Rouge par les houthistes. Malheureusement, les houthistes ont poursuivi leurs attaques.

Le 26 décembre 2023, les forces des États-Unis ont intercepté 12 drones d'attaque à sens unique, trois missiles de croisière antinavires et deux missiles de croisière d'attaque au sol dans le sud de la mer Rouge, tous tirés par les houthistes sur de multiples navires traversant la voie navigable. Pour dissuader de nouvelles attaques et désamorcer la situation, les États-Unis ont présenté une déclaration de la présidence qui a reçu un fort appui, sauf, hélas, de la part d'un membre du Conseil.

Alors que nous poursuivions nos débats les 30 et 31 décembre 2023, les attaques se sont intensifiées, lorsque les houthistes ont pris pour cible puis tenté de réquisitionner un navire battant pavillon singapourien et appartenant au Danemark et exploité par ce dernier. Les assaillants houthistes ayant ignoré les avertissements et tiré sur nos hélicoptères navals, les États-Unis ont réagi en frappant et en coulant trois de leurs quatre bateaux.

Tout en s'employant à défendre les navires de commerce en mer Rouge, les États-Unis ont également poursuivi leur action diplomatique. Le 3 janvier, les États-Unis, ainsi que 13 autres pays comptant parmi les plus grands chargeurs au monde, ont averti que les attaques des houthistes faisaient peser une menace sur des vies innocentes, l'économie mondiale et la libre circulation du commerce, soulignant que les houthistes devraient en assumer toutes les conséquences s'ils poursuivaient ces attaques.

Le même jour, le Conseil a tenu une séance d'urgence (voir S/PV.9525) au cours de laquelle un consensus s'est dégagé en faveur d'une action du Conseil. Par conséquent, en partenariat avec le Japon, nous avons rédigé la résolution qui a été adoptée cette semaine (résolution 2722 (2024)) à la suite de consultations approfondies. Cette résolution appelle une nouvelle fois les houthistes à cesser leurs attaques et condamne ceux qui leur ont fourni les armes et l'assistance nécessaires pour les mener à bien. Je tiens également à souligner que la résolution fait référence au droit naturel qu'ont les États Membres, conformément au droit international, de défendre leurs navires contre les attaques.

Pourquoi, alors, présenter aux membres la chronologie des événements ? Parce que cela montre on ne peut plus clairement que la frappe d'hier était la dernière d'une série de mesures de légitime défense prises par les États-Unis et d'autres pays, dans un contexte diplomatique général de condamnation mondiale.

Les États-Unis ne souhaitent pas provoquer plus de conflits dans une région qui en subit déjà énormément. Notre objectif est simple : désamorcer les tensions et rétablir la stabilité en mer Rouge, tout en garantissant le respect des principes fondamentaux de la liberté de navigation. Pour ce faire, le Conseil doit continuer à faire un certain nombre de choses.

Nous devons continuer à affirmer clairement que, malgré les déclarations de mauvaise foi qui affirment le contraire, la plupart des navires attaqués par les houthistes n'ont rien à voir avec Israël. Il va sans dire que les attaques contre tout navire en mer Rouge, indépendamment de son origine ou de son propriétaire, sont tout à fait inacceptables. Soutenir le contraire risque de légitimer des violations manifestes du droit international.

Nous devons également être clairs quant au rôle de l'Iran dans ces attaques. Sans l'appui de l'Iran, en violation de ses obligations au titre de la résolution 2216 (2015), les houthistes auraient du mal à suivre et à frapper efficacement les navires de commerce qui empruntent les voies maritimes en mer Rouge et dans le golfe d'Aden. Tous les membres du Conseil, et en particulier ceux qui ont des liens directs avec l'Iran, doivent faire pression sur les dirigeants iraniens pour qu'ils contrôlent les houthistes et mettent fin aux attaques.

Enfin, le Conseil lui-même doit continuer d'exiger que les houthistes cessent leurs attaques et libèrent les marins et le navire qu'ils continuent de retenir en otage. Nous devons continuer de défendre la libre circulation du commerce dans l'une des voies navigables les plus importantes du monde, conformément au droit international. C'est ce qui nous incombait lorsque nous nous sommes exprimés pour la première fois sur cette question en décembre 2023. C'est ce qui nous incombait lorsque nous nous sommes réunis en début de semaine (voir S/PV.9527), et c'est ce qui nous incombe d'urgence aujourd'hui.

M. Žbogar (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je tiens à mon tour à remercier le Sous-Secrétaire général Khiari de l'exposé qu'il a présenté cet après-midi.

J'ai trois messages simples à faire passer concernant les événements survenus la nuit dernière.

Premièrement, nous condamnons les attaques perpétrées par les houthistes en mer Rouge, qui doivent

cesser immédiatement. Nous l'avons clairement indiqué en adoptant la résolution 2722 (2024) il y a tout juste deux jours. La liberté de navigation et la sûreté maritime revêtent une importance capitale pour la Slovénie. Il apparaît aussi clairement que toute action de défense des navires contre des attaques doit être entreprise dans le plein respect du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Cela signifie que les principes de distinction, de nécessité, de proportionnalité et de précaution doivent être respectés à tout moment.

Deuxièmement, le peuple yéménite a énormément souffert pendant des années de conflit et mérite une paix durable. Depuis avril 2022, il bénéficie d'une trêve, qui se maintient dans l'ensemble. Il est regrettable que nous en soyons arrivés là. Nous espérons sincèrement que les pourparlers de paix menés sous l'égide de l'ONU continueront de progresser de manière décisive.

Troisièmement, une nouvelle escalade dangereuse au Moyen-Orient n'est dans l'intérêt de personne. Nous craignons que les récents événements ne créent une nouvelle dynamique dans la région, susceptible de compliquer encore davantage une situation déjà très tendue. Nous appelons à l'apaisement des tensions et exhortons les houthistes à faire preuve de retenue. Nous sommes prêts à mener une action globale pour remédier à la crise qui sévit actuellement dans la région. Le Conseil de sécurité doit conjuguer ses efforts si nous voulons éviter de sombrer dans l'abîme.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Je suis gré à la Russie d'avoir demandé la tenue de la présente séance d'urgence. Nous adressons nos remerciements au Sous-Secrétaire général Khiari pour son exposé.

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont lancé des frappes aériennes contre des cibles au Yémen, aggravant ainsi la situation tendue dans la région de la mer Rouge, ce dont la Chine s'inquiète vivement. La mer Rouge est depuis longtemps une voie essentielle pour le transport des marchandises et de l'énergie. Les houthistes ont attaqué et capturé de nombreux navires marchands en mer Rouge, ce qui perturbe les flux commerciaux internationaux et nuit à la stabilité de la région. La Chine a appelé à maintes reprises les houthistes à cesser immédiatement leurs attaques contre les navires marchands et leur harcèlement et à respecter les droits de navigation des navires marchands de tout pays en mer Rouge, conformément au droit international. Dans le même temps, la Chine appelle toutes les parties, en particulier les grandes puissances influentes, à jouer un rôle constructif et responsable et à œuvrer de concert pour maintenir la sûreté et la sécurité des voies de navigation en mer Rouge.

Malheureusement, les opérations militaires menées ouvertement par les pays concernés contre le Yémen ont non seulement entraîné la destruction d'infrastructures et des pertes civiles, mais aussi accru les risques pour la sécurité en mer Rouge, ce qui ne contribue pas à la protection, à la sécurité ou à la sûreté des navires marchands, ni à la liberté de navigation dans cette zone. Les opérations militaires en question risquent également de compromettre le processus politique au Yémen. Nous ne voyons pas comment de telles opérations militaires pourraient permettre d'atteindre les objectifs déclarés de ces pays.

Il convient de souligner que le Conseil de sécurité n'a jamais autorisé un État à recourir à la force contre le Yémen. Les opérations militaires menées par les pays concernés sont contraires à la résolution 2722 (2024), qui vient d'être adoptée. La Chine rappelle qu'aucun pays ne doit mal interpréter le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité, ni en abuser, et susciter de nouvelles tensions en mer Rouge. La situation tendue qui règne actuellement en mer Rouge est l'une des manifestations des retombées du conflit à Gaza. Laisser s'éterniser le conflit à Gaza tout en espérant qu'il ne s'étende pas, c'est prendre ses désirs pour des réalités et se bercer d'illusions. En outre, appeler à empêcher la propagation du conflit tout en jetant de l'huile sur le feu en provoquant un affrontement militaire est contradictoire et irresponsable. La région du Moyen-Orient est déjà au bord d'une situation extrêmement dangereuse. À ce stade, la dernière chose dont nous ayons besoin, c'est d'un aventurisme militaire irréfléchi. Ce dont nous avons besoin, en revanche, c'est de calme et de retenue pour éviter que le conflit ne s'étende davantage. Nous exhortons les parties concernées, en particulier les grandes puissances influentes, à respecter la Charte des Nations Unies et le droit international, à s'en tenir à la voie judicieuse du dialogue et des consultations et à déployer des efforts concrets pour maintenir la paix et la stabilité en mer Rouge et au Moyen-Orient.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Nous prenons note des informations fournies par le Secrétaire général adjoint Khiari et lui en sommes reconnaissants.

L'Équateur exprime sa préoccupation face au conflit qui s'est aggravé au cours des dernières heures en mer Rouge et se joint à l'appel lancé par le Secrétaire général à tous les acteurs concernés pour qu'ils n'exacerbent pas davantage la situation, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans la région. Il y a quelques jours dans cette salle (voir S/PV.9527), ma délégation a condamné les attaques terroristes perpétrées par les houthistes contre plusieurs navires marchands en mer Rouge, qui constituent une violation flagrante du

droit international et, partant, une menace pour la paix et la sécurité internationales. L'Équateur réaffirme aujourd'hui sa condamnation. De même, il a exprimé sa préoccupation quant au risque que la situation n'exacerbe encore davantage les tensions dans toute la région et ne déstabilise plus encore la paix et la sécurité internationales. La résolution 2722 (2024), adoptée il y a deux jours, exige que les houthistes mettent fin aux attaques contre des navires de commerce et qu'ils libèrent immédiatement le navire marchand *Galaxy Leader* et son équipage. Ses dispositions sont contraignantes, et tous les moyens dont dispose le Conseil de sécurité doivent être utilisés en vue de leur mise en œuvre, conformément au droit international.

Les attaques perpétrées contre des navires marchands en mer Rouge ont une incidence directe sur l'insécurité alimentaire et la crise humanitaire au Yémen et des répercussions mondiales sur les chaînes d'approvisionnement régionales et l'augmentation des prix des marchandises. Nous appelons une nouvelle fois à la tenue d'un dialogue politique sous l'égide de l'ONU afin d'ouvrir la voie à une paix durable dans ce pays et de prévenir toute action susceptible de réduire à néant les progrès accomplis jusqu'à présent pour mettre fin au conflit, qui a entraîné la pire crise humanitaire au monde.

M. Yamazaki (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé.

Depuis la mi-novembre 2023, les houthistes ne cessent d'attaquer des navires de commerce qui transitent légalement par la mer Rouge. Ils ont également saisi le navire marchand *Galaxy Leader*, exploité par une société japonaise, et son équipage, et les retiennent illégalement depuis plus de 15 jours. Comme chacun le sait, ces actes constituent des violations flagrantes du droit international et suscitent de vives inquiétudes concernant le transport maritime mondial. De telles actions, qui mettent en péril la liberté de navigation des navires de commerce et la sécurité des membres d'équipage, ne sauraient en aucune sorte être justifiées.

La communauté internationale s'est à maintes reprises exprimée avec force pour exiger la cessation immédiate de ces attaques. Le Conseil a également publié une déclaration à la presse le mois dernier (SC/15513) et a tenu une séance d'urgence le 3 janvier (voir S/PV.9525) pour exprimer ses vives inquiétudes face aux actes irresponsables des houthistes.

Le même jour, les pays concernés, dont le Japon, ont adressé un message clair indiquant que les houthistes auraient à assumer les conséquences de leur action s'ils

continuaient de menacer des vies, l'économie mondiale et la libre circulation du commerce sur les voies navigables essentielles de la région. Cependant, les houthistes n'ont pas cessé leurs attaques contre les navires de commerce et intensifient leurs actions illégales et inacceptables.

Il y a deux jours à peine, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2722 (2024), exigeant que les houthistes mettent fin immédiatement à ces attaques contre les navires de commerce et réaffirmant les droits et libertés de navigation en mer Rouge. Jusqu'ici, nous avons déployé tous les efforts diplomatiques possibles pour régler cette question. Malheureusement, toutefois, les houthistes ont fait fi des appels de la communauté internationale, y compris de la déclaration sans équivoque du Conseil.

En réaction, les États-Unis et le Royaume-Uni ont mené, hier, des frappes conjointes contre un certain nombre de cibles dans les zones contrôlées par les houthistes, dans le but de réduire les capacités de ces derniers à poser de nouvelles menaces. Le Japon appuie la détermination des États-Unis, du Royaume-Uni et des pays concernés à assumer la responsabilité qui est la nôtre de garantir la liberté et la sécurité de la navigation. À cette fin, nous partons du principe que ces mesures visent à empêcher une nouvelle détérioration de la situation.

Le Japon demeure résolument engagé à ne tolérer aucun acte susceptible de perturber la liberté inaliénable de naviguer en toute sécurité, et prendra les mesures nécessaires pour mettre un terme aux menaces des houthistes, tout en continuant de coopérer étroitement avec les pays concernés.

M. Fernandes (Mozambique) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari de son exposé au Conseil.

Le Mozambique est vivement préoccupé par l'évolution récente de la situation au Yémen, moins d'un jour après l'adoption par le Conseil de la résolution 2722 (2024). Bien que nous nous soyons abstenus dans le vote sur la résolution, il est regrettable que la décision du Conseil puisse être interprétée à tort comme une approbation de l'usage de la force.

En tant que membres du Conseil, chargé du maintien de la paix internationale, nous nous opposons fermement à toute action qui porte atteinte à la sécurité internationale ou qui pourrait être interprétée à tort comme cautionnant une escalade. Nous sommes profondément préoccupés par la possibilité de voir d'autres Membres de l'ONU contribuer à l'aggravation du conflit et de la violence dans la région.

Nous estimons que le recours à la force en cette période délicate compromet les efforts diplomatiques cruciaux déployés pour éloigner la région du bord du précipice dans le contexte de la crise israélo-palestinienne actuelle. Nous sommes convaincus que, face à l'éventualité d'un conflit généralisé dans la région, il y a lieu de privilégier la modération et de redoubler d'efforts pour s'attaquer aux causes sous-jacentes des tensions dans la région. Nous condamnons catégoriquement toute attaque qui met en danger les navires de commerce et la navigation sûre et sans entrave en mer Rouge. Ces actes sont totalement inacceptables.

Il est de notoriété publique que le Yémen est actuellement confronté à une grave crise humanitaire et qu'il est sur le point de devenir un nouveau front dans une région déjà instable. Cette situation regrettable au Yémen représente un terreau fertile pour les terroristes et les extrémistes. Nous recommandons vivement à tous les acteurs de faire preuve de la plus grande prudence et de la plus grande retenue afin d'éviter que la situation en mer Rouge ne s'aggrave davantage. Notre mandat nous impose de rechercher la paix plutôt que la violence et de veiller à ce que chacune de nos actions préserve la région d'une nouvelle escalade et de nouvelles difficultés.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khiari de son exposé. Le Moyen-Orient continue d'être plongé dans la tourmente. Le conflit à Gaza, la dégradation de la situation en Cisjordanie, les hostilités le long de la Ligne bleue et les épisodes d'insécurité en Syrie et en Iraq brossent un tableau inquiétant.

La détérioration rapide de la sûreté maritime en mer Rouge est également très préoccupante. Les attaques perpétrées par les houthistes contre des navires marchands en mer Rouge constituent une violation du droit international. Elles mettent en péril la sécurité des gens de mer et d'autres personnes et compromettent les flux essentiels de marchandises. Le respect et la défense des droits et libertés de navigation des navires de commerce en mer Rouge et dans le détroit de Bab el-Mandab sont d'une importance capitale. Les attaques qui menacent ces droits sont inacceptables et doivent être fermement condamnées. Nous appelons à nouveau les houthistes à cesser immédiatement toute attaque et action contre les navires marchands.

La poursuite de la violence dans la région risque d'aggraver une situation déjà regrettable, au point qu'une escalade militaire serait presque inévitable. Il est fondamental d'éviter toute nouvelle escalade, et il convient de faire preuve de retenue, comme il est souligné dans la résolution 2722 (2024).

Nous insistons également sur le fait que le droit international, y compris le droit international humanitaire, doit être respecté en toutes circonstances. Une nouvelle dégradation de la sûreté maritime aura des conséquences désastreuses pour le commerce mondial. Elle aura aussi de graves répercussions sur le bien-être de la population civile yéménite, qui est largement tributaire des importations pour répondre à ses besoins de première nécessité. Cela doit être évité à tout prix.

M. Hauri (Suisse) : Nous remercions le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari pour son intervention, détaillant la succession des attaques des houthistes de ces derniers jours en mer Rouge, ainsi que les frappes militaires d'une coalition américano-britannique de la nuit dernière. Ces développements sont très préoccupants et accroissent une nouvelle fois les risques d'une escalade régionale. En décembre, les membres du Conseil ont été unanimes dans une déclaration à la presse (SC/15513) pour condamner les attaques des houthistes contre les navires en mer Rouge et demander la libération de tous les membres d'équipage du *MV Galaxy Leader*. Puis, il y a tout juste deux jours, nous avons adopté la résolution 2722 (2024), réaffirmant l'importance du strict respect des droits et libertés de navigation en mer Rouge, conformément au droit international. Dans sa déclaration après le vote, la Suisse a partagé son appréciation juridique du paragraphe 3. Le droit mentionné dans cet article, c'est-à-dire

« le droit qu'ont les États Membres, conformément au droit international, de défendre leurs navires contre les attaques, notamment celles qui portent atteinte aux droits et libertés de navigation »,

se limite *stricto sensu* aux mesures militaires destinées à intercepter des attaques contre des navires marchands et des navires de guerre pour protéger lesdits navires et les personnes qui se trouvent à leur bord. Dans ce contexte, toute opération militaire qui dépasse la nécessité immédiate de protéger lesdits navires et lesdites personnes serait disproportionnée et ne serait donc pas couverte par la résolution susmentionnée.

La Suisse se montre préoccupée par les frappes militaires menées par la coalition américano-britannique. Les attaques et incidents en mer Rouge et dans la région ont des conséquences néfastes sur le trafic maritime et le commerce mondial, mais aussi sur la population civile au Yémen et dans la région. À un moment où les discussions de paix au Yémen connaissent des avancées importantes, nous devons contribuer à la préservation de ces acquis. De fait, à long terme, rien ne garantira mieux la sécurité de la mer Rouge qu'une paix durable au Yémen incluant tous les acteurs concernés. Une nouvelle détérioration de

la situation doit donc impérativement être évitée et nous avons collectivement les moyens de l'empêcher.

La Suisse appelle en conséquence toutes les parties et les acteurs impliqués en mer Rouge et dans la région à la prudence et à la plus grande retenue, ainsi qu'au strict respect du droit international. Nous prenons note, à cet égard, de la déclaration commune de la coalition maritime, en particulier la volonté affichée d'une désescalade de la situation. En outre, le Conseil se doit d'être uni sur les questions de sécurité maritime, et plus globalement, dans ses décisions touchant de près ou de loin cette région, et par extension, le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il nous incombe de prévenir, et non d'exacerber, les tensions montantes. La Suisse s'engagera pleinement dans ce sens.

M. Hwang (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khiari, de son exposé opportun.

Ma délégation réaffirme l'importance vitale de garantir la liberté et la sécurité de la navigation en mer Rouge, qui est une route maritime mondiale essentielle par laquelle transite environ 15 % du commerce maritime mondial. Toute attaque contre des navires de commerce est injustifiable et inadmissible, quelles que soient les circonstances.

Malgré une série d'appels internationaux exhortant les houthistes à cesser leurs attaques contre des navires marchands et des navires de commerce, ces attaques en mer Rouge se poursuivent, ce qui représente une menace pour les vies humaines ainsi que pour la liberté des échanges commerciaux par cette voie navigable essentielle. La résolution 2722 (2024), que le Conseil a adoptée il y a seulement deux jours, fait clairement référence au droit qu'ont les États Membres, conformément au droit international, de défendre leurs navires contre les attaques, notamment celles qui portent atteinte aux droits et libertés de navigation.

Toute tentative d'instiller la peur en prenant en otage la liberté des échanges commerciaux en mer Rouge et d'exploiter la situation régionale est vouée à l'échec. Une fois de plus, nous exhortons les houthistes à s'abstenir de toute provocation dangereuse et à libérer immédiatement le navire marchand *Galaxy Leader* et son équipage. Dans le même temps, il est également impératif d'empêcher toute nouvelle propagation de la situation précaire dans la région, tant pour la protection des civils que pour l'économie mondiale.

M^{me} Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance d'urgence pour recevoir des informations actualisées de la part du Sous-Secrétaire général pour le

Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khiari, sur l'évolution récente de la situation au Yémen, et nous remercions le Sous-Secrétaire général de son exposé.

Nous nous associons aux autres membres du Conseil pour exprimer notre inquiétude au sujet des répercussions des récentes attaques commises en mer Rouge, et maintenant au Yémen, sur les efforts diplomatiques qui sont déployés pour parvenir à une paix durable au Yémen, ainsi que sur l'action qui est menée pour endiguer le conflit en cours dans la région.

La semaine dernière, les membres du Conseil se sont réunis dans cette salle (voir S/PV.9525) et sont convenus de la nécessité d'éviter toute nouvelle escalade des tensions. Nous avons également reconnu la nécessité d'éviter de compromettre les chances de parvenir à un accord de paix global au Yémen, un accord qui mettrait enfin un terme à une guerre de neuf ans qui a tué des centaines de milliers de personnes et déclenché l'une des pires crises humanitaires au monde.

Nous avons entendu le Sous-secrétaire général Khiari nous mettre en garde contre les risques d'aggravation de la situation déjà instable dans la région, et nous avons exprimé notre appui aux efforts actuellement déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Une semaine plus tard, il semble que nous soyons face à une donne entièrement nouvelle, dans laquelle les perspectives de progrès et de paix durable pourraient être compromises. Aujourd'hui, l'on estime que 18,2 millions de personnes au Yémen ont toujours besoin d'une aide humanitaire. Dans le même temps, le financement international des opérations humanitaires est en baisse.

Le peuple yéménite ne peut pas se permettre une nouvelle escalade des hostilités. Il mérite la paix. La population du Moyen-Orient mérite la paix. Le Guyana appelle toutes les parties à faire preuve de retenue et à s'abstenir de prendre toute nouvelle mesure susceptible de faire échouer les efforts en cours pour trouver une solution durable et à long terme à la crise au Yémen. Par conséquent, nous appelons une nouvelle fois à un cessez-le-feu immédiat à Gaza, à la cessation des attaques contre des navires marchands et des navires de commerce en mer Rouge et à la libération du navire marchand *Galaxy Leader* et de son équipage. Enfin, le Conseil doit continuer d'appuyer les efforts déployés par l'Envoyé spécial pour négocier une paix durable au Yémen.

M. Kanu (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance. Je voudrais également remercier le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khaled Khiari, de l'exposé important et riche

en informations qu'il a présenté, ainsi que de l'éclairage qu'il a apporté.

Le 10 janvier, le Conseil a adopté la résolution 2722 (2024) pour répondre aux attaques incessantes contre des navires de commerce en mer Rouge. La Sierra Leone a voté pour la résolution, compte tenu du principe de protection des droits et libertés de navigation des navires de tous les États Membres, et de la menace qui pèse sur la paix et la sécurité internationales, en particulier dans la région. Dans notre explication de vote concernant l'adoption de la résolution 2722 (2024), nous avons insisté pour que le droit international en vigueur soit dûment respecté et pour qu'il soit appliqué. À cet égard, toutes les mesures prises par les États Membres après l'adoption de la résolution 2722 (2024) par le Conseil de sécurité doivent être conformes aux dispositions de la résolution et au droit international en vigueur.

Nous condamnons les attaques des houthistes et demandons instamment que la résolution du Conseil soit respectée. Nous demandons également la libération du navire marchand *Galaxy Leader* et de son équipage. Par ailleurs, la Sierra Leone réaffirme la nécessité de préserver le processus de paix yéménite et de s'attaquer aux causes profondes de la situation, y compris le conflit dans la bande de Gaza.

M. Bendjama (Algérie) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Je remercie M. Khiari de son exposé.

Il y a deux jours, à la séance au cours de laquelle la résolution sur la sûreté maritime, la résolution 2722 (2024), a été adoptée (voir S/PV.9527), l'Algérie a souligné qu'une intervention militaire ne pouvait réduire les tensions dans la région de la mer Rouge. L'Algérie se déclare profondément préoccupée par les opérations militaires et les frappes aériennes en cours dans la région de la mer Rouge, qui prennent pour cible divers sites et villes du Yémen. Elle appelle à la retenue et à la prudence à ce stade critique afin d'éviter une nouvelle escalade.

Nous sommes d'avis que, premièrement, l'emploi de la force ne fera que compliquer la situation au Yémen et pourrait, hélas, avoir pour effet de saper les efforts déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen en vue de mettre fin à la guerre au Yémen et de relancer le processus politique en faveur d'un Yémen uni, avec un Gouvernement contrôlant ses frontières côtières et assurant la sécurité en mer Rouge.

Deuxièmement, nous pensons qu'il est désormais impératif de s'attaquer aux causes profondes des conflits dans la région. Et dans ce contexte, il n'a jamais été aussi urgent d'instaurer un cessez-le-feu à Gaza. Chaque jour, nous comptons de plus en plus de victimes parmi les civils, les femmes et les enfants, et seul un cessez-le-feu, un cessez-le-feu immédiat et durable, permettra de réduire les tensions dans la région et d'éviter un débordement, qui aurait des conséquences catastrophiques sur l'ensemble de la région.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la France.

Je remercie M. Khiari de sa présentation.

La France condamne les attaques menées par les houthistes en mer Rouge contre des navires commerciaux. Elle se félicite de l'adoption de la résolution 2722 (2024) qui adresse un message de fermeté aux houthistes.

Par leurs actions armées, les houthistes portent la responsabilité de l'escalade des tensions dans la région, ainsi que pour la stabilité internationale. Ils menacent directement 15 % du commerce mondial. La France continue d'appeler à la libération immédiate du *MV Galaxy Leader* et de son équipage, originaire des Philippines, de Bulgarie, d'Ukraine, de Roumanie et du Mexique, illégalement détenus par les houthistes. Nous demandons à la République islamique d'Iran, qui finance et arme les houthistes, de cesser ses actions déstabilisatrices.

Par sa résolution 2722 (2024), le Conseil de sécurité a rappelé que l'exercice des droits et libertés de navigation doit être respecté et que les États ont, en accord avec le droit international, le droit de réagir à ces attaques.

La France continuera à assumer ses responsabilités et à contribuer à la sûreté maritime dans cette zone, en lien avec ses partenaires, comme elle a été appelée à le faire les 9 et 11 décembre dernier, lorsque la frégate Languedoc a été conduite à détruire des drones houthistes.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous ne sommes pas surpris par les arguments franchement très peu convaincants présentés aujourd'hui par les États-Unis et le Royaume-Uni pour tenter de justifier leur agression. En effet, ils n'ont tout simplement pas d'autres arguments et ne peuvent pas en avoir. Je tiens à souligner que leurs attaques contre l'État souverain du Yémen ne reposent sur aucun fondement juridique. De quel droit de légitime défense Londres et Washington

parlent-ils, à des milliers de kilomètres de leurs frontières ? Depuis quand ce droit s'applique-t-il aux navires de commerce ? Surtout des navires qui battent le pavillon de pays tiers, comme l'a confirmé la Représentante permanente des États-Unis elle-même.

Une chose est claire : la « coalition » autoproclamée n'a pas de mandat légitime pour mener des activités armées. Défendre la navigation commerciale est une chose – et les attaques contre des navires marchands sont inacceptables –, bombarder un autre État de manière disproportionnée et illégale en est une autre. Le tandem anglo-saxon et ses satellites violent à nouveau de manière flagrante la Charte des Nations Unies et d'autres normes du droit international, déstabilisant davantage la situation au Moyen-Orient, qui est déjà à feu et à sang. Ces nouveaux bombardements et destructions constituent la véritable contribution de l'Occident, et sa « diplomatie » efficace, au Moyen-Orient.

Le Président : La représentante des États-Unis a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Notre déclaration était claire, même si mon collègue russe la trouve peu convaincante.

Nous avons mené cette action en vertu de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Il s'agit tout simplement de défendre la liberté de navigation et la libre circulation du commerce pour les États-Unis, certes, mais aussi pour plus de 50 pays qui ont été touchés par ces attaques et dont les navires ont dû faire un détour de plusieurs milliers de kilomètres pour éviter la violence. Des membres d'équipage ont été pris en otage, certains sont encore détenus, et des navires ont été la cible de tirs et auraient clairement été touchés sans notre intervention. La situation en mer Rouge est devenue intenable pour tous les pays touchés par ces attaques.

Une désescalade s'impose. Il faut qu'elle vienne des houthistes, qui mettent en péril toutes nos compagnies de navigation.

Le Président : La représentante du Royaume-Uni a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je dirai brièvement, comme je viens de le dire dans mon intervention, que nous avons publié un résumé de notre position juridique sur les frappes menées la nuit dernière et que nous les avons portées à la connaissance du Conseil par écrit, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. J'estime que nous avons été assez clairs.

La séance est levée à 18 h 35.